

**Question avec demande de réponse écrite E-001418/2022  
à la Commission**

Article 138 du règlement intérieur

**Daniela Rondinelli (NI), Magdalena Adamowicz (PPE), Bartosz Arłukowicz (PPE), Petras Auštrevičius (Renew), Simona Baldassarre (ID), Marek Paweł Balt (S&D), Pietro Bartolo (S&D), Lars Patrick Berg (ECR), Robert Biedroń (S&D), Adam Bielan (ECR), Vilija Blinkevičiūtė (S&D), Andrea Bocskor (NI), Damian Boeselager (Verts/ALE), Franc Bogovič (PPE), Carlo Calenda (Renew), Maria da Graça Carvalho (PPE), Fabio Massimo Castaldo (NI), Leila Chaibi (The Left), Olivier Chastel (Renew), Caterina Chinnici (S&D), Salvatore De Meo (PPE), Anna Deparnay-Grunenberg (Verts/ALE), José Manuel Fernandes (PPE), Laura Ferrara (NI), Mario Furore (NI), Alexandra Geese (Verts/ALE), Chiara Gemma (NI), Vlad Gheorghe (Renew), Dino Giarrusso (NI), Raphaël Glucksmann (S&D), José Gusmão (The Left), Andrzej Halicki (PPE), Pierrette Herzberger-Fofana (Verts/ALE), Ladislav Ilčić (ECR), Irena Joveva (Renew), Rasa Juknevičienė (PPE), Beata Kempa (ECR), Łukasz Kohut (S&D), Athanasios Konstantinou (NI), Ewa Kopacz (PPE), Andrey Kovatchev (PPE), Elżbieta Kruk (ECR), Andrius Kubilius (PPE), Camilla Laureti (S&D), Morten Løkkegaard (Renew), Pierfrancesco Majorino (S&D), Aušra Maldeikienė (PPE), Marisa Matias (The Left), Liudas Mažylis (PPE), Dan-Ștefan Motreanu (PPE), Andželika Anna Możdżanowska (ECR), Jan-Christoph Oetjen (Renew), Juozas Olekas (S&D), Urmas Paet (Renew), Lídia Pereira (PPE), Dragoș Pîslaru (Renew), Nicola Procaccini (ECR), Emil Radev (PPE), Luisa Regimenti (PPE), Eugenia Rodríguez Palop (The Left), Bronis Ropė (Verts/ALE), Mounir Satouri (Verts/ALE), Radosław Sikorski (PPE), Ivan Vilibor Sinčić (NI), Ivan Štefanec (PPE), Nicolae Ștefănuță (Renew), Dominik Tarczyński (ECR), Romana Tomc (PPE), Kosma Złotowski (ECR), Valdemar Tomaševski (ECR)**

Objet: Erasmus4Ukraine

La guerre en Ukraine a provoqué une crise humanitaire sans précédent. Plus de quatre millions de réfugiés sont arrivés sur le territoire de l'Union européenne. Parmi eux, un million de mineurs ayant été forcés d'interrompre leur scolarité ou leur formation. Les effets d'une telle coupure se feront assurément ressentir une fois la guerre terminée.

Depuis le déclenchement du conflit, l'Union européenne, bien qu'elle ait apporté des réponses fortes – tant par son soutien militaire et humanitaire que par les sanctions économiques qu'elle a imposées –, n'a pas adopté d'approche coordonnée garantissant aux réfugiés ukrainiens la continuation de leur scolarité ou de leur parcours universitaire. Elle a ainsi laissé aux États membres la charge d'organiser l'éducation et les activités de formation de ces derniers, sans leur fournir le soutien politique ou financier adéquat.

Aussi aimerions-nous poser à la Commission les questions suivantes:

1. Quelles actions entend-elle mettre en place en vue de garantir à tous les étudiants ukrainiens réfugiés dans un pays de l'Union le droit à la continuité éducative et universitaire?
2. Songe-t-elle éventuellement à mettre en place, à l'intention des étudiants de l'enseignement supérieur, le programme extraordinaire «Erasmus4Ukraine», lequel, pour l'année scolaire en cours, leur permettrait de s'inscrire gratuitement à l'université, constituant dès lors une exception au fait qu'il doit exister, entre l'université d'origine et l'université d'accueil, un contrat pédagogique ainsi qu'une reconnaissance des certifications et des crédits acquis?
3. Envisage-t-elle de faire appel, pour financer les activités susmentionnées, aux fonds destinés à promouvoir la mobilité des jeunes du programme Erasmus+ n'ayant pas été dépensés lors de la pandémie?